

CONNAISSANCE ET PERCEPTIONS DES PERSONNES AGEES DE 18 ANS ET PLUS PAR RAPPORT A LA COVID-19 ET SA GESTION A N'DJAMENA (TCHAD)

^{1*}BETINBAYE Yamingué, ²KONE Allah Ridy, ¹FOURISSOU Bibilla Marcel, ³ALBASSAR Tiguetna Esaïe, ¹ALLADOUM Seingoul Stéphane, ¹ALLAYAM Destin, ¹ASSOUMTA Ténimbaye Gloria, ¹DIAONADJI Adrien, ¹IGNABAYE Hervé, ¹KADINGAR Idriss, ¹NGUÉYÉDJI Tamobaye, ¹TASSOU Olivier et ¹VAÏMA Tchotchologa

¹Département de géographie, Faculté des Sciences Humaines, Juridiques et Economiques, Université Emi Koussi, N'Djaména, BP 5931 N'Djaména, Tchad

²Présidence du Conseil d'Administration, Université Emi Koussi, BP 5931 N'Djaména, Tchad

³Département de sciences économiques, Faculté des Sciences Humaines, Juridiques et Economiques, Université Emi Koussi, BP 5931 N'Djaména, Tchad

Received 20th December 2020; Accepted 18th January 2021; Published online 15th February 2021

Abstract

La COVID-19 qui est apparue dans le monde à partir des premiers cas identifiés en Chine au dernier trimestre de 2019, a gagné presque tous les pays de la planète. Le Tchad est touché en mars 2020 et s'est doté d'un Plan national de contingence ainsi que de deux instruments de coordination pour gérer la crise sanitaire, à savoir la Cellule de Veille et de Sécurité Sanitaire, puis le Comité de Gestion de Crise Sanitaire. Malgré tout, la ville de N'Djaména est particulièrement affectée par la maladie à coronavirus. L'objectif de cette étude est de faire un point sur l'état des connaissances sur la perception de la COVID-19 par la population et l'appréciation de son modèle de gestion dans cette ville afin de soutenir des actions futures à réaliser par les acteurs publics et privés dans le cadre de la lutte contre cette maladie. Cette étude analytique à la fois rétrospective et prospective est réalisée grâce à une méthodologie basée sur une démarche dialectique et elle s'appuie sur l'approche qualitative. Les données sont recueillies en janvier 2021 auprès d'un échantillon de 527 personnes, à l'aide d'un questionnaire sur un support papier, administré en face-à-face à l'occasion des interviews. Les résultats obtenus rendent compte de la connaissance et de la perception de la COVID-19 par la population de N'Djaména, ainsi que leur perception des effets de cette maladie sur la population et des actions de lutte engagées par le Gouvernement. Ils rendent également compte de la perception du dépistage et du traitement de la COVID-19, du degré d'accord de la population pour un vaccin et de la perspective d'un retour à la normale.

Keywords: Connaissance, perception, COVID-19, santé, N'Djaména.

INTRODUCTION

La maladie à coronavirus (COVID-19), dont l'apparition dans le monde à partir des premiers cas identifiés en Chine au cours du dernier trimestre de l'année 2019, a très rapidement gagné l'ensemble des continents et la quasi-totalité des pays de la planète. Au Tchad, le premier cas est enregistré le 19 mars 2020 et jusqu'au 19 janvier 2021, elle a touché 17 provinces sur les 23 que compte le pays, avec un total de 2977 cas confirmés, dont 2170 guérisons, 114 décès et 693 malades sous traitement (Coordination Nationale de Riposte Sanitaire, 2021). Le « Plan national de contingence pour la préparation et la riposte à l'épidémie de la maladie à coronavirus COVID-19 » que le Tchad a finalisé le 16 mars 2020, c'est-à-dire avant l'enregistrement du premier cas sur le territoire, couvre la période allant du 1^{er} mars 2020 au 28 février 2021 (République du Tchad, 2020). Il vise l'objectif de prévenir l'introduction et la transmission de la maladie, de fournir les soins adéquats aux personnes malades et ainsi réduire la morbidité et la mortalité humaine et de minimiser les conséquences sanitaires, sociales et économiques d'une éventuelle épidémie sur la société tchadienne. Pour opérationnaliser la gestion de la crise sanitaire liée à la COVID-19 au Tchad, deux instruments de coordination sont créés : la Cellule de Veille et de Sécurité Sanitaire, puis le Comité de Gestion de Crise Sanitaire. Toujours est-il que cette maladie a touché le pays avec une certaine sévérité. En effet, « jusqu'à la date du 14 juillet 2020, le Tchad a enregistré (...) un taux de létalité de 9,4%, largement supérieur au taux de létalité de 0,5 à 1% obtenu dans

la plupart des pays à partir de nombreuses études fondées sur des méthodologies différentes et complémentaires » (Forteye et Béтинbaye, 2020). De plus, une nouvelle recrudescence des cas de contaminations a été enregistrée à N'Djaména en décembre 2020. En conséquence, la ville a été soumise à un confinement total du 1^{er} au 21 janvier 2021 aux termes d'un décret présidentiel du 31 décembre 2020. Par la même occasion, les mesures sanitaires sont renforcées. Dans le même temps, notamment à partir de décembre 2020, des campagnes de vaccination ont commencé dans plusieurs pays du monde et par le canal des accords multilatéraux et des efforts consentis par l'Union Africaine, la possibilité de rendre les vaccins disponibles pour la population tchadienne a été annoncée par le Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale. En considérant les problèmes induits par la COVID-19 dont des inégalités entre les individus (Berkhout *et al.*, 2021), il s'avère indispensable de faire un point sur l'état des connaissances sur la perception de la COVID-19 par la population et l'appréciation du modèle de gestion de cette pandémie au niveau de la ville de N'Djaména avec ses enjeux sociaux, économiques et politiques afin de soutenir la définition des actions futures à réaliser par les acteurs publics et privés dans le cadre de la lutte contre cette maladie (Béтинbaye *et al.*, 2021).

MATERIEL ET METHODES

N'Djaména, capitale d'Etat et espace le plus vulnérable à la COVID-19 à l'échelle du Tchad

La ville de N'Djaména n'était à l'origine qu'un petit fort abritant les militaires du corps expéditionnaire français, les

*Corresponding Author: **BETINBAYE Yamingué**,

Département de géographie, Faculté des Sciences Humaines, Juridiques et Economiques, Université Emi Koussi, N'Djaména, BP 5931 N'Djaména, Tchad.

soldats et les esclaves libérés de Rabah. D'une superficie de 8000 hectares, soit 3,1% de la superficie du Tchad, la ville s'étend entre 12° et 13° de latitude Nord et 15° et 16° de longitude Est. Cette agglomération sahélienne partage une grande partie de sa frontière Ouest avec le Cameroun et elle se trouve sur la rive droite du Chari, à environ 80 kilomètres au sud du lac Tchad (Fig. 1).

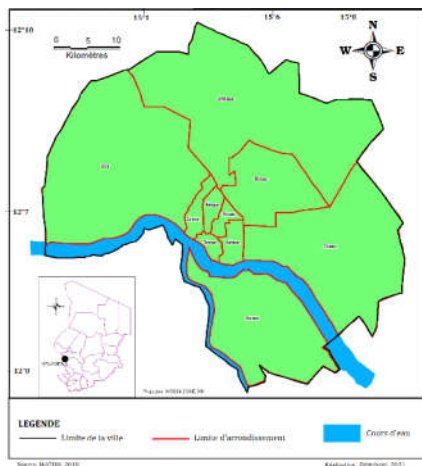


Fig. 1. Carte de localisation de la ville de N'Djaména

La ville s'étend en amont et en aval de la confluence des fleuves Chari et Logone. Par rapport à la topographie, elle est inscrite dans une plaine alluviale dont l'altitude oscille entre 293 et 298 mètres (Kouladje, 2013). Son site, dont la particularité est sa platitude, se caractérise par des pentes très faibles orientées vers le nord. Cette agglomération, qui est actuellement la capitale d'Etat du Tchad, est fondée au début du XX^{ème} siècle (Bétinbaye, 2017). Son histoire est marquée par des guerres dont les plus marquantes sont celles de 1900, de 1979-1980 et de 2008. Initialement créée pour des raisons d'ordre stratégique et politique, elle était dénommée Fort-Lamy avant d'être rebaptisée N'Djaména en 1972 dans le cadre d'une « révolution culturelle et sociale » amorcée au début des années 1970 par Ngarta Tombalbaye, le premier Président de la République du Tchad. Il était, en effet, question de « revenir à une culture plus authentique [pour] reconsidérer politiquement l'insertion du pays et de ses élites dans une culture étrangère favorisée par la francophonie » (Chapelle, 1986). N'Djaména abrite la plus forte proportion des citoyens tchadiens. Elle fait l'objet d'une véritable macrocéphalie urbaine dans le contexte national (Bétinbaye, 2017). Sa population qui était d'environ 60 000 habitants en 1960 est passée à 132 000 habitants en 1968 (Goltob Mbaye, 1999), puis à 285 000 en 1985 et 530 000 en 1993 (Dobingar, 2002). En 2009, la population de cette ville était de 951 418 habitants (République du Tchad, 2012) et les estimations la situent entre 1,5 et deux millions d'habitants en 2021 (Beauvilain, 1996; Guengant, 2012). La forte concentration de la population urbaine à N'Djaména par rapport au reste du territoire tchadien explique en partie le fait que cette ville soit l'espace le plus vulnérable à la COVID-19 au niveau national.

Une démarche dialectique pour évaluer la connaissance et les perceptions sur le COVID-19 à N'Djaména

Basée sur une démarche dialectique, cette étude analytique à la fois rétrospective et prospective, s'appuie sur l'approche qualitative qui permet, de par son fondement, d'avoir un aperçu du comportement et des perceptions des individus et

d'étudier en profondeur les opinions sur un sujet étudié. Les données sont recueillies en janvier 2021 auprès d'un échantillon de 527 personnes, à l'aide d'un questionnaire sur un support papier, administré en face-à-face à l'occasion des interviews. Les données d'enquêtes sont compilées et soumises à un traitement informatique avec le logiciel SPSS. Sont concernés par l'étude, les individus, femmes et hommes, âgés de 18 ans ou plus, résidant de façon temporaire ou permanente dans l'une des 10 Communes d'arrondissement de la ville de N'Djaména. Pour vérifier la relation entre les variables nominales, le test d'indépendance utilisé est celui de khi-deux de Pearson. Par ailleurs, la marge d'erreur admise est de 5%.

RESULTATS

Connaissance et perception de l'existence de la COVID-19

Les habitants de N'Djaména sont informés de la COVID-19 surtout par les médias publics, le Gouvernement, l'internet et les réseaux sociaux. Ils connaissent cette maladie et une grande majorité d'entre eux croient à son existence. Une large majorité des personnes interrogées connaissent la COVID-19 (78,9%), mais deux personnes sur 10 affirment ne pas connaître cette maladie (20,7%). Plus de deux tiers des répondants croient à l'existence de ce nouveau coronavirus (70,2%). A l'inverse, près de trois personnes sur 10 ne croient pas à l'existence de la COVID-19 (29,4%). Les médias publics (29,4%), le Gouvernement (24,5%), l'internet et les réseaux sociaux (20,7%) sont cités comme les principales sources par lesquelles la population de N'Djaména s'informe sur la COVID-19. Ces sources sont complétées par les médias privés (15,2%) et les ONG (9,5%). En fonction des Communes d'arrondissement, le 7^{ème}, le 5^{ème} et le 9^{ème} arrondissement sont les Communes dans lesquelles les proportions de personnes qui croient à l'existence de la COVID-19 sont les plus élevées avec respectivement 80,7%, 78% et 74,54%. Ces Communes d'arrondissement sont suivies de près par celles du 1^{er} et du 10^{ème} dont les proportions sont respectivement de 76% et 71,66%. Au contraire, les proportions de personnes qui croient à l'existence de la COVID-19 sont moins élevées dans les Communes du 4^{ème} et 8^{ème} avec respectivement 58% et 61,61% (Fig. 2).

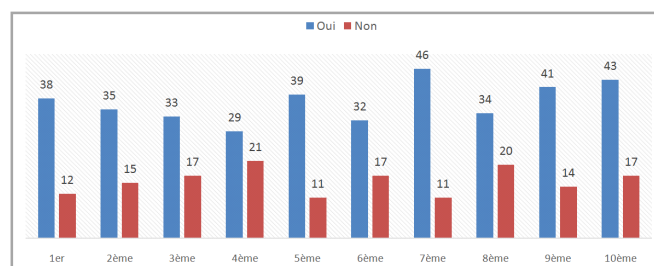


Fig. 2. Répartition des participants selon la croyance à l'existence de la COVID-19 et par Commune d'arrondissement

Selon l'âge, ce sont les jeunes de 18 à 35 ans qui croient le plus à l'existence de la COVID-19 (71,97%), suivis des personnes de 36 à 59 ans (70,14%). La proportion des personnes âgées de plus de 60 ans qui croient à l'existence de la COVID-19 est la plus faible, même si elle dépasse la moitié (60,60%). Suivant la fonction principale des répondants, les fonctionnaires du secteur public et les travailleurs du secteur privé sont les plus nombreux à croire à l'existence de la COVID-19, avec des proportions respectives de 79,45% et 73,80%. Viennent ensuite les élèves et les étudiants (70,88%)

ainsi que les travailleurs du secteur informel, les ménagères et les personnes sans emploi (61,65%).

Effets de la COVID-19 et actions de lutte engagées par le Gouvernement

La COVID-19 est à l'origine de la baisse des revenus de la majorité des habitants de N'Djaména, mais peu de personnes affirment avoir bénéficié des mesures d'accompagnement social du Gouvernement, en particulier dans le 9^{ème} arrondissement et dans la catégorie des travailleurs du secteur informel, des ménagères et personnes sans emploi. Selon une grande majorité des répondants, la COVID-19 a affecté négativement leurs revenus étant donné que ceux-ci ont diminué à cause de cette maladie (70,2%). Ces revenus sont restés stables pour un peu plus de deux personnes sur 10 (21,3%). Seuls 5,7% des répondants ont affirmé que sous l'effet de la COVID-19, leurs revenus ont augmenté. Moins d'un quart des habitants de la ville de N'Djaména disent avoir bénéficié des mesures d'accompagnement social du Gouvernement face à la COVID-19 (23,5%). Les actions gouvernementales en matière de lutte contre la COVID-19 qu'ils connaissent sont : la sensibilisation au respect des mesures barrières (26,18%), l'instauration du couvre-feu (20,68%), la fermeture des marchés, lieux de culte, bars et restaurants (20,11%), le confinement (18,59%) et la fermeture des frontières (14,42%). Face aux actions gouvernementales en matière de lutte contre la COVID-19, il y a plus de personnes insatisfaites (49,33%) que de personnes satisfaites (37,57%).

En fonction des Communes d'arrondissement, c'est dans le 4^{ème} arrondissement (46%) et le 8^{ème} arrondissement (45,45%) qu'un nombre élevé de personnes interrogées affirment avoir bénéficié des mesures d'accompagnement social du Gouvernement face à la COVID-19. La Commune du 9^{ème} arrondissement est celle où la proportion de personnes qui affirment n'avoir pas bénéficié des mesures d'accompagnement social du Gouvernement face à la COVID-19 est la plus élevée (94,54%). Viennent ensuite les Communes du 5^{ème} arrondissement (86%), du 6^{ème} arrondissement (86%) et du 3^{ème} arrondissement (84%). Suivant la fonction principale, les fonctionnaires de l'Etat sont les plus nombreux à avoir bénéficié des mesures d'accompagnement social du Gouvernement face à la COVID-19 (31,50%), suivis des élèves et étudiants (27%). Dans la catégorie des travailleurs du secteur informel, des ménagères et personnes sans emploi, moins de deux personnes sur 10 affirment avoir bénéficié des mesures d'accompagnement social du Gouvernement face à la COVID-19 (17,29%) (Fig 3).

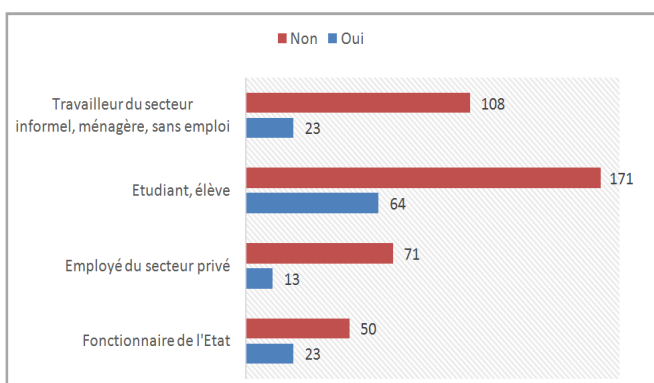


Fig. 3. Répartition des participants par fonction principale selon le fait d'avoir bénéficié des mesures d'accompagnement social du Gouvernement face à la COVID-19

Dépistage et traitement de la COVID-19

A N'Djaména, très peu de personnes ont passé le test de dépistage contre la COVID-19 et la médecine moderne est considérée comme le type de traitement le plus efficace contre cette maladie, surtout par les femmes et les adultes. Moins de trois personnes sur 10 ont passé le test de dépistage contre la COVID-19 à N'Djaména (26,9%), ce qui correspond à une proportion relativement faible. En plus de cette faible proportion des personnes dépistées contre la COVID-19, près de la moitié d'entre elles ne sont pas convaincues du résultat du dépistage (43,67%). Pour le traitement de la COVID-19, les habitants de N'Djaména sont plus nombreux à trouver que la médecine moderne est la voie la plus efficace (44,6%). Après la médecine moderne, les personnes interrogées considèrent que le type de traitement le plus efficace contre la COVID-19 est la prière à Dieu (29,4%). A peine deux personnes sur 10 à N'Djaména estiment que la médecine traditionnelle est le type de traitement le plus efficace contre la COVID-19 (18,8%) et l'automédication est la voie jugée la moins efficace pour traiter la COVID-19 (6,3%). Une lecture de la situation selon les Communes d'arrondissement montre que contre la COVID-19, la médecine moderne est considérée comme le type de traitement le plus efficace dans les Communes du 5^{ème} arrondissement (72%), du 3^{ème} arrondissement (52%) et du 1^{er} arrondissement (50%). La prière à Dieu est considérée comme le type de traitement le plus efficace contre la COVID-19 dans les Communes du 7^{ème} arrondissement (52,63%), du 6^{ème} arrondissement (38%) et du 4^{ème} arrondissement (36%) (Fig 4).

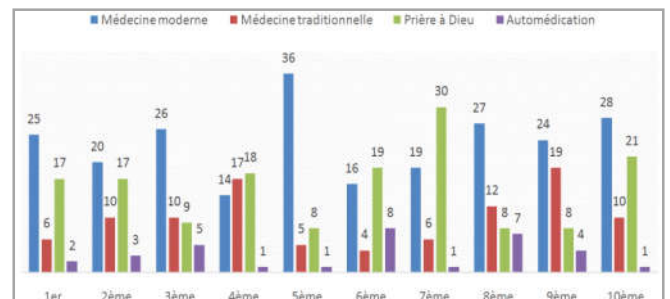


Fig. 4. Répartition des participants selon le type de traitement considéré comme le plus efficace contre la COVID-19 et par Commune d'arrondissement

Dans l'ensemble, selon le sexe, 45,56% des femmes interrogées trouvent que la médecine moderne est le type de traitement le plus efficace contre la COVID-19 contre 43,72% des hommes. Par ailleurs, suivant l'âge, les personnes âgées de 36 à 59 ans sont les plus nombreuses à considérer la médecine moderne comme le type de traitement le plus efficace contre la COVID-19 (52,22%), suivies des jeunes de 18 à 35 ans (41,79%).

Vaccination contre la COVID-19 et perspective d'un retour à la normale

Une courte majorité de la population de N'Djaména est favorable à un éventuel vaccin contre la COVID-19 et la plupart des habitants ne s'attendent pas à un retour à la normale des activités avant au moins un an. Dans la ville de N'Djaména, si un vaccin contre la COVID-19 est disponible, la majorité des habitants serait d'accord de se faire vacciner (54,8%). Toutefois, la proportion de ceux qui ne sont d'accord de se faire vacciner demeure élevée (44,2%). Les Communes d'arrondissement où une proportion plus élevée de

la population serait d'accord de se faire vacciner si un vaccin contre la COVID-19 est disponible sont le 4^{ème} arrondissement (74%), le 1^{er} arrondissement (64%), le 2^{ème} arrondissement (60%) et le 9^{ème} arrondissement (60%). À l'inverse, les Communes d'arrondissement où une proportion plus élevée de la population ne serait pas d'accord de se faire vacciner sont le 5^{ème} arrondissement (56%), le 8^{ème} arrondissement (52,72%) et le 7^{ème} arrondissement (50,87%). En fonction de l'âge, les personnes de 60 ans et plus sont plus nombreuses à afficher leur accord à se faire vacciner au cas où un vaccin contre la COVID-19 est disponible (60,61%), contrairement aux jeunes de 18 à 35 ans (51,94%). Selon l'activité principale des répondants, ce sont les fonctionnaires de l'Etat (67,12%) et les travailleurs du secteur informel, les ménagères et les personnes sans emploi (57,14%) qui affirment être d'accord de se faire vacciner si un vaccin contre la COVID-19 était disponible. Les élèves et les étudiants sont les moins nombreux à affirmer leur accord de se faire vacciner (49,78%). Les personnes interrogées sont plus nombreuses à estimer qu'il faudrait s'attendre à un retour à la normale des activités dans un à trois ans (34,3%) ou même dans plus de trois ans (30,2%). Trois personnes sur 10 estiment qu'il faudrait moins d'un an pour un retour à la normale des activités (31,9%).

DISCUSSION

Les résultats obtenus par l'étude qualitative de la perception de la COVID-19 et de sa gestion à N'Djaména, la Capitale d'Etat du Tchad, rendent compte de la connaissance et de la perception de la COVID-19 par la population de cette ville, ainsi que leur perception des effets de cette maladie sur la population et des actions de lutte engagées par le Gouvernement. Les résultats de cette étude rendent également compte de la perception du dépistage et du traitement de la COVID-19, du degré d'accord de la population pour un vaccin et de la perspective d'un retour à la normale. Sur plusieurs aspects, les résultats de cette étude concordent avec ceux d'autres travaux réalisés sur la COVID-19. Ils correspondent au résultat obtenu par (Berkhout *et al.*, 2021) selon lequel « la pandémie n'épargne personne. Mais il ne fait aucun doute que les personnes les plus durement touchées sont celles qui font l'objet d'injustices et d'inégalités croisées et multiples ». Cette étude sur le cas de la ville de N'Djaména a montré que c'est dans la catégorie des travailleurs du secteur informel, des ménagères et personnes sans emploi que très peu de personnes affirment avoir bénéficié des mesures d'accompagnement social prises par le Gouvernement tchadien pour faire face à la COVID-19. Dans la même perspective, les résultats de cette étude suggèrent, comme ceux de (Berkhout *et al.*, 2021) que « les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités et veiller à ce que leurs plans de relance et de sauvetage économique soutiennent la transition vers un avenir juste et durable ». Les mesures prises par le Gouvernement tchadien pour contenir la propagation de la COVID-19 ont eu des effets sur la population à N'Djaména. Celle-ci a plutôt une représentation négative de ces actions de lutte et déplore le modèle de mise en œuvre des mesures d'accompagnement social. Toujours est-il que les effets actuellement perçus de la pandémie, qui se traduisent par une perte de revenus, de moyens de subsistance et d'emplois, exigent des actions urgentes effectivement accessibles aux couches les plus défavorisées de la population. La baisse des revenus des ménages est une source de tensions sociales susceptibles d'accroître la pauvreté et l'insécurité alimentaire, avec des répercussions sur les secteurs sensibles comme l'éducation et

la santé. Une autre étude réalisée au Québec auprès des personnes âgées de 18 à 59 ans a observé que « dans la grande majorité des cas, les activités des participants, qu'elles soient professionnelles ou personnelles, ont été affectées par la pandémie de COVID-19 » (Malo *et al.*, 2020). Ce résultat est en cohérence avec ceux de l'étude réalisée à N'Djaména. En revanche, selon cette même étude québécoise, « globalement, les participants ne se considéraient pas à risque de contracter la COVID-19 et d'en développer des complications [bien que] plusieurs affirmaient avoir peur de contracter la COVID-19 » (Malo *et al.*, 2020). Ceci diffère du cas de N'Djaména où une large majorité des personnes interrogées connaissent la COVID-19 et croient à l'existence de ce nouveau coronavirus, autrement dit, globalement les participants ont conscience du danger que représente cette maladie. Sur la question des perceptions individuelles, il est indéniable qu'elles se sont transformées en une représentation sociale cohérente en très peu de temps, depuis l'enregistrement du premier cas de la COVID-19 au Tchad. La transformation des perceptions individuelles en représentation sociale, notamment par les médias, s'effectue d'une part par l'objectivation, autrement dit la construction d'une image structurée et figurative du risque, et d'autre part par l'ancrage, c'est-à-dire l'intégration d'une nouveauté au système de pensée préexistant. Dans ce processus, le rôle des médias et des réseaux sociaux est décisif. Ils ont mis à la disposition de la population une grande quantité d'informations sur la COVID-19. Néanmoins, cela n'a pas suffi à entraîner une prise de conscience des implications négatives de la maladie. Il devrait aussi y avoir des débats autour de l'information pour faire réagir et rendre la population proactive.

Enfin, à peine la moitié de la population de N'Djaména est d'accord de se faire vacciner si un vaccin contre la COVID-19 est disponible. Le manque d'intérêt, si ce n'est une réticence, contre une éventuelle vaccination contre la COVID-19 est très prononcé chez les jeunes, les élèves et étudiants, eux dont les principales sources d'information sur la COVID-19 sont l'internet et les réseaux sociaux, selon la présente étude. Cela traduit l'effet des multiples campagnes menées en ligne, à coups de fakenews et de deepfakes, sur une jeunesse peu ou mal informée. Par ailleurs, des suspicions et inquiétudes autour d'un éventuel vaccin contre la COVID-19 se sont renforcées avec une polémique qui s'est enflée progressivement en République Démocratique du Congo et qui a gagné une partie de la Toile africaine autour d'une probable intégration de ressortissants Congolais et Africains dans l'échantillon des participants aux essais cliniques d'un vaccin contre la COVID-19 (Bétinbaye, 2021). Ces suspicions sont cimentées par le fait que compte tenu de la rareté et de la cherté des volontaires dans d'autres parties du monde, plusieurs pays africains ont déjà été le théâtre d'essais pharmaceutiques de tous ordres dans des conditions souvent opaques. De ce fait, pour qu'elle soit efficace, il va sans dire que toute campagne de mobilisation de la population à se faire vacciner contre la COVID-19 devrait intégrer des arguments pour déconstruire les fausses informations dans la conscience collective. Et puisque selon les résultats de cette étude réalisée à N'Djaména, la plupart des habitants ne s'attendent pas à un retour à la normale des activités avant au moins un an, les pouvoirs publics et les autres acteurs impliqués dans la lutte contre la COVID-19 pourraient s'appuyer sur cette perspective largement partagée pour apprendre à la population à « vivre avec ce virus ».

Conclusion

L'étude sur la connaissance et les perceptions des personnes âgées de 18 ans et plus par rapport à la COVID-19 et à sa gestion à N'Djaména, réalisée auprès d'un échantillon de 527 personnes, dans les 10 Communes d'arrondissement, a révélé que les habitants de cette ville sont informés de la COVID-19 surtout par les médias publics, le Gouvernement, l'internet et les réseaux sociaux. Cette population connaît la COVID-19 et une grande majorité croient à son existence. Au vu des résultats obtenus, la COVID-19 est à l'origine de la baisse des revenus de la majorité des habitants de N'Djaména, mais peu de personnes affirment avoir bénéficié des mesures d'accompagnement social du Gouvernement. Par ailleurs, très peu de personnes ont passé le test de dépistage contre la COVID-19 et la médecine moderne est considérée comme le type de traitement le plus efficace contre cette maladie. En outre, une courte majorité de la population est favorable à un éventuel vaccin et la plupart des habitants de N'Djaména ne s'attendent pas à un retour à la normale des activités avant au moins un an. Les différents résultats de l'étude permettent de formuler plusieurs recommandations. Il importe ainsi de privilégier les médias publics, l'internet et les réseaux sociaux comme sources principales d'information de la population de N'Djaména sur la COVID-19 et apporter un soutien aux médias privés afin de renforcer leurs capacités à informer la population sur le nouveau coronavirus. Par ailleurs, il est utile de poursuivre la sensibilisation des personnes âgées et des habitants des Communes du 4^{ème} et 8^{ème} arrondissement sur l'existence de la COVID-19, de même que la sensibilisation de la population sur l'intérêt des actions prises par le Gouvernement pour lutter contre la COVID-19. La sensibilisation de la population sur l'intérêt, la nécessité et l'efficacité du test de dépistage contre la COVID-19 mérite également d'être renforcée. Enfin, il est aussi indispensable de faire un suivi de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement social prises par le Gouvernement afin de veiller à ce qu'elles profitent effectivement aux personnes vulnérables et non pas, par exemple, aux fonctionnaires de l'Etat. De même, il est nécessaire de sensibiliser la population sur l'intérêt de la vaccination contre la COVID-19 en se focalisant sur les jeunes, les élèves et étudiants, ainsi que les habitants des Communes du 5^{ème}, du 8^{ème} et du 7^{ème} arrondissement.

REFERENCES

- Coordination Nationale de Riposte Sanitaire, *Communiqué*, 278, Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale, N'Djaména, 2021, 1p.
- République du Tchad, *Plan national de contingence pour la préparation et la riposte à l'épidémie de la maladie à coronavirus Covid-19*, Ministère de la Santé, N'Djaména, 2020, 50p.
- Fortey A. A., Béтинbaye Y., « L'armée entre lutte anti-Covid-19 et lutte anti-terroriste dans la province du Lac (Tchad) », *Revue Paix et Sécurité en Afrique Subsaharienne (R&S-ASS)*, 1, 69-76. Septembre 2020
- Mallapaty S., « How deadly is the coronavirus? Scientists are close to an answer », *Nature*, 2020. En ligne. Disponible sur <https://www.nature.com>. Consulté le 29 janvier, 2021.
- Berkhout E., Galasso N., Lawson M., Morales P. A. R., Taneja A., Pimentel D. A. V., *Le virus des inégalités. Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*, Oxfam International, Oxford, 2021, 81p.
- Béтинbaye Y., Fourissou B. M., Albassar T. E. (dir.), *Evaluation qualitative de la perception de la COVID-19 et de sa gestion à N'Djaména (Tchad)*, Département de géographie, Université Emi Koussi, N'Djaména, 2021, 28p.
- Kouladje M. (coord.), *Atlas du Tchad*, Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, de la Décentralisation et des Libertés Locales, Programme du Système d'Information pour le Développement Rural et l'Aménagement du Territoire (P-SIDRAT), N'Djaména, 2013, 85p.
- Béтинbaye Y., *Décentralisation et mutations spatiales au Tchad. Comment le terroir de Malo Gaga est affecté en zone sahélienne*, Éditions Universitaires Européennes, Sarrebruck, 2017, 177p.
- Chapelle J., *Le peuple tchadien : ses racines, sa vie quotidienne et ses combats*, Paris, L'Harmattan, 1986, 303p.
- Goltob Mbaye N., *Croissance urbaine et problèmes de l'habitat à N'Djaména*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Cocody, Abidjan, 1999, 419p.
- Dobingar A., *Renforcement des capacités du pouvoir des consommateurs défavorisés en Afrique pour la représentation et l'accès aux services d'eau et d'assainissement*, N'Djaména, ADC, 2002, 57p.
- République du Tchad, *Deuxième recensement général de la population et de l'habitat. Résultats définitifs par sous-préfecture*, Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques, N'Djaména, 2012, 120p.
- Beauvilain A., *La population du Tchad*, CNAR, N'Djaména, 1996, 104p.
- Guengant J-P. et Guealbaye M., *Population, développement et dividende démographique au Tchad : replacer la population au centre des trajectoires de développement*, IRD, Marseille et AFD, Paris, 2012, 124p.
- Malo B., Dubé E., Dionne M., Labbé F., Lorcy, A., *Perceptions et comportements de personnes âgées de 18 à 59 ans sur la COVID-19 : résultats de quatre groupes de discussion*, Rapport d'étude qualitative, Institut National de Santé Publique, Québec, 2020, 43p.
- Malo B., Dubé E., Dionne M., Labbé F., Lorcy, A., *Perceptions et comportements de personnes âgées de 60 ans et plus par rapport à la COVID-19*, Rapport d'étude qualitative, Institut National de Santé Publique, Québec, 2020, 44p.
- Béтинbaye Y., « Polémique autour des essais cliniques d'un vaccin contre le Covid-19 en RDC », *Journal Chrétien*, 2020. En ligne. Disponible sur www.chretiens.info. Consulté le 29 janvier, 2021.
